

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1981 Nr. 138

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Volksrepubliek Benin op het gebied van de volksgezondheid;
Cotonou, 13 februari 1981*

B. TEKST

**Accord entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de la
République Populaire du Bénin dans le secteur de la santé publique**

Introduction

Préambule

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et

le Gouvernement de la République Populaire du Bénin,

Considérant que la République Populaire du Bénin accorde une primauté à une action visant à assurer une protection sanitaire permanente et efficace aux populations rurales éloignées d'un poste de santé,

Considérant qu'il s'agit de 2 800 villages qui se trouvent dans les six (6) Provinces comprenant soixante et onze (71) Districts ruraux,

Considérant qu'il a été créé une zone de démonstration et d'application des techniques d'éducation pour la santé à Tori-Bossito,

Considérant que le Gouvernement des Pays-Bas est prêt à prendre à sa charge un Projet pour démarrer un programme visant à la formation des Agents Villageois de Santé (AVS) ainsi que la mise en place d'une structure appropriée,

Sont convenus de ce qui suit.

Article 1er

Objectif du projet

Le Projet vise:

à l'amélioration de la couverture sanitaire des masses populaires rurales par une organisation des soins de santé primaires dans les villages.

Cette action qui d'ailleurs fait partie des objectifs définis dans le Premier Plan Triennal d'Etat nécessite la pleine participation des populations, de celle du personnel médico-sanitaire et des Agents de tous les autres secteurs contribuant au développement socio-économique du pays.

Article II

Création d'un service

Un service rattaché à l'une des Directions du Ministère de la Santé Publique sera chargé de l'exécution du plan d'action ainsi que du programme de travail.

Article III

Responsabilité générale

1) Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à fournir au Gouvernement Béninois le personnel nécessaire à la bonne exécution du Projet dans la limite des fonds disponibles à cet effet.

2) La République Populaire du Bénin s'engage à nommer un homologue national au coordonnateur néerlandais du Projet. Il serait chargé de suivre l'exécution et le suivi dudit Projet.

3) Le Projet sera dirigé à partir du service créé afin d'assurer la formation des Agents Villageois de Santé (AVS) à travers tout le pays.

4) Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à fournir au Ministère de la Santé Publique, aux fins du Projet, le matériel et les services nécessaires pour la formation des AVS dans la limite des fonds disponibles.

5) Tout le matériel, l'équipement et les fournitures provenant des fonds néerlandais seront utilisés exclusivement aux fins de l'exécution du Projet et demeureront la propriété des Pays-Bas.

6) A la fin du Projet, tout le matériel fourni par les Pays-Bas sera transféré au Gouvernement Béninois ou à une organisation désignée par

lui, afin de poursuivre l'exécution du Projet ou pour les activités qui en découleront directement. Le matériel fourni par les Pays-Bas portera l'emblème du Projet.

Article IV

Evaluation

Il sera créé un Comité d'évaluation comprenant:

1) Du coté béninois:

- Le Directeur de l'Education pour la Santé;
- Le Directeur de l'Animation de la Recherche Opérationnelle, du Recyclage et du Perfectionnement continu;
- Le Directeur de la Protection Sanitaire;
- Le Directeur des Etudes et de la Planification;
- Le Directeur du Génie Sanitaire et de l'Assainissement.

2) Du coté néerlandais:

- Le Coordonnateur du Projet;
- Représentant de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas.

3) Le coordonnateur de l'organisation mondiale de la santé

Ce Comité sera chargé:

- De procéder à l'évaluation périodique du Projet (tous les six mois).

Il sera également autorisé à prendre connaissance d'éventuelles divergences techniques pouvant surgir au niveau des responsables du Projet, les étudier et prendre les décisions qui s'imposent. En cas d'insuccès, le Comité se réfèrera à l'arbitrage du Ministère de la Santé Publique.

Article V

Participation de la République Populaire du Bénin

1) La République Populaire du Bénin assurera le personnel enseignant du Projet, le personnel national affecté au Projet, les terrains et autres services et facilités nécessaires à l'exécution du Projet dans les quantités et aux dates spécifiées dans le plan d'action.

2) La République Populaire du Bénin continuera de payer les salaires et les indemnités appropriées aux membres du personnel médical affecté au Projet.

3) La République Populaire du Bénin prendra à sa charge tous les droits de douane et autres droits perçus sur le matériel importé pour les besoins du Projet: les frais de transport, de manutention, d'entreposage et les frais connexes dans le pays.

Il sera responsable de l'entreposage du matériel en lieu sûr, de son entretien, de son assurance.

4) Sous réserve des règlements en vigueur en matière de sécurité, la République Populaire du Bénin donnera accès à tous les rapports, dossiers et autres éléments d'information publiés ou non, qui sont considérés comme nécessaires à l'exécution du Projet.

Article VI

Participation du Gouvernement des Pays-Bas

1) A part les contributions citées plus haut, le Gouvernement des Pays-Bas prendra à sa charge les frais de déplacement et indemnité de voyage des Cadres Enseignants et les frais de déplacement et une indemnité journalière des AVS pendant leur formation, et ceci pendant la durée du Projet.

Article VII

Facilités, privilèges et immunités

1) Dans le cadre de ce projet, le Gouvernement du Bénin:

a) Exemptera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement Néerlandais au personnel mis à disposition par le Gouvernement Néerlandais de tout impôt et autres charges fiscales;

b) Exemptera le personnel des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur l'équipement professionnel, importés au Bénin dans les six mois suivant son arrivée ou celle des membres de sa famille, à condition que ces biens soient réexportés du Bénin au moment du départ ou dans le délai convenu avec le Gouvernement;

c) Prendra des mesures pour l'exonération des droits d'importation d'un véhicule automobile dans les six mois suivant la première arrivée au Bénin, étant entendu qu'en cas de vente d'un tel véhicule à un personnel ne bénéficiant pas des mêmes privilèges, il sera soumis au paiement d'un droit d'importation approprié basé sur la valeur estimée du véhicule au moment de sa vente;

d) Exemptera le personnel ou les membres de sa famille des obligations de service national;

e) Accordera au personnel l'immunité de poursuites judiciaires en ce qui concerne toute parole dite ou écrite et en ce qui concerne tout acte exécuté par ce personnel dans l'exercice de ses fonctions;

f) Prendra des mesures en vue de la délivrance, à titre gratuit de visas d'entrée et de permis de travail au personnel qui (est ou) sera employé par le Gouvernement Néerlandais pour exécuter ce Projet;

g) Délivrera au personnel des documents d'identité le garantissant, dans l'exécution de ses tâches, le plein appui des autorités du Bénin;

h) Accordera au personnel, pour toutes rémunérations versées par les autorités Néerlandaises, les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

i) Offrira au personnel et à sa famille des facilités de rapatriement en période de crise nationale ou internationale.

2) La République Populaire du Bénin dégagera le Gouvernement des Pays-Bas et le personnel néerlandais du Projet de toute responsabilité découlant d'un acte ou d'une commission d'un membre du personnel au cours des opérations régies ou en vertu du présent accord, ayant entraîné la mort ou des lésions corporelles d'un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers et s'abstiendra de son côté de toute réclamation ou action en responsabilité civile extra-contractuelle, sauf si cette responsabilité découle d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave d'un membre du personnel.

Article VIII

Modalités d'application

1. Les autorités des Parties Contractantes établiront un Plan d'Opération indiquant la contribution de chaque Partie, les tâches du personnel, la description de l'équipement et du matériel devant être mis à disposition. Le Plan d'Opération peut être modifié d'un commun accord entre les autorités exécutives.

L'autorité exécutive néerlandaise est le Ministre pour la Coopération au Développement.

L'autorité exécutive béninoise est le Ministère de la Santé Publique.

2. Un programme de travail détaillé du Projet sera élaboré par les Responsables désignés par leur Gouvernement respectif et soumis pour approbation au Comité d'évaluation.

Article IX

Dispositions finales

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les

deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les constitutions des deux pays, avec effet rétroactif à partir du 27 novembre 1978.

2. La présente Convention demeurera en vigueur pour une période initiale de 12 mois. Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une période de 12 mois. Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la Convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Cotonou, le 13 Février 1981 en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas,*

(s.) A. E. MOSES

Premier secrétaire d'Ambassade

*Pour le Gouvernement de
la République Populaire
du Bénin,*

(s.) P. KPOFFON

Ministre de la Santé
Publique

C. VERTALING

**Overeenkomst tussen de Nederlandse Regering en de Regering van de
Volksrepubliek Benin op het gebied van de volksgezondheid**

Inleiding

Preambule

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Volksrepubliek Benin,

Overwegende dat de Volksrepubliek Benin voorrang toekent aan maatregelen gericht op het voorzien in een voortdurende en doeltreffende gezondheidszorg voor de plattelandsbevolking die niet in de nabijheid van een post voor gezondheidszorg woont,

Overwegende dat het hier gaat om 2 800 dorpen die in zes (6) provincies liggen, die eenenzeventig (71) plattelandsdistricten omvatten,

Overwegende dat te Tori-Bossito een gebied is ingericht voor de demonstratie en de toepassing van voorlichtingstechnieken inzake de gezondheid,

Overwegende dat de Nederlandse Regering bereid is de kosten te dragen van een project voor het starten van een programma dat is gericht op de opleiding van dorpsfunctionarissen voor de gezondheidszorg alsmede op het tot stand brengen van een passende structuur,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel I

Doel van het project

Het project is gericht op:

De verbetering van de gezondheidszorg voor de plattelandsbevolking door middel van een dienst voor de gezondheidszorg in de eerste lijn in de dorpen.

Deze maatregel, die overigens deel uitmaakt van de doelstellingen omschreven in het eerste driejarenplan van de Staat, vereist de volledige deelneming van de bevolking, van het personeel op het medische gebied en op het gebied van de gezondheidszorg alsmede van de functionarissen uit alle andere sectoren die bijdragen aan de sociaal-economische ontwikkeling van het land.

Artikel II

Instelling van een dienst

Een dienst, die ressorteert onder een van de Directies van het Ministerie van Volksgezondheid, zal worden belast met de uitvoering van het actieplan en van het werkprogramma.

Artikel III

Algemene verantwoordelijkheid

1. De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe de Regering van Benin het personeel ter beschikking te stellen dat nodig is voor de goede uitvoering van het project, voor zover de daartoe beschikbare gelden dit toelaten.

2. De Volksrepubliek Benin verbindt zich ertoe een lokale medewerker van de Nederlandse coördinator van het project te benoemen, die zal worden belast met de begeleiding van de uitvoering en de follow-up van het bedoelde project.

3. Het project zal worden geleid vanuit de dienst die wordt ingesteld voor de opleiding van dorpsfunctionarissen voor de gezondheidszorg door het hele land.

4. De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe het Ministerie van Volksgezondheid, ten behoeve van het project, het materiaal en de diensten ter beschikking te stellen die nodig zijn voor de opleiding van de dorpsfunctionarissen voor de gezondheidszorg, voor zover de beschikbare gelden zulks toelaten.

5. Alle met Nederlandse gelden bekostigde materiaal, uitrusting en verdere benodigdheden worden uitsluitend gebruikt ten behoeve van de uitvoering van het project en blijven het eigendom van Nederland.

6. Aan het eind van het project wordt alle door Nederland geleverde materiaal overgedragen aan de Regering van Benin of aan een door deze Regering aangewezen organisatie, met het oog op de voortzetting van de uitvoering van het project en op de werkzaamheden die hieruit rechtstreeks voortvloeien. Het door Nederland geleverde materiaal zal worden voorzien van het embleem van het project.

Artikel IV

Evaluatie

Er wordt een evaluatiecommissie ingesteld, waarin zitting hebben:

1) van Beninse zijde:

- De Directeur van de Voorlichting inzake de Gezondheid;
- De Directeur voor de bevordering van research, bijscholing en permanente nascholing;
- De Directeur voor de Gezondheidszorg;
- De Directeur voor Studie en Planning;
- De Directeur voor de Voorzieningen op het gebied van de Gezondheidszorg.

2) van Nederlandse zijde:

- De coördinator van het project;
- De vertegenwoordiger van de Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden.

3) De coördinator van de Wereldgezondheidsorganisatie.

Deze commissie zal worden belast met:

- De periodieke evaluatie van het project (om de zes maanden).

De commissie is tevens gerechtigd kennis te nemen van eventuele

technische geschillen die zich zouden kunnen voordoen tussen de personen die verantwoordelijk zijn voor het project, deze geschillen te onderzoeken en de noodzakelijke besluiten te nemen. Wanneer de commissie hierin niet slaagt, doet zij een beroep op de arbitrage van het Ministerie van Volksgezondheid.

Artikel V

Deelneming van de Volksrepubliek Benin

1. De Volksrepubliek Benin zorgt voor het onderwijzend personeel voor het project, het nationale personeel dat zal worden ingezet voor het project, de terreinen en andere diensten en faciliteiten die nodig zijn voor de uitvoering van het project in de mate en op de data zoals aangegeven in het werkplan.

2. De Volksrepubliek Benin blijft aan het voor het project ingezette medische personeel de salarissen en passende vergoedingen betalen.

3. De Volksrepubliek Benin betaalt alle douanerechten en andere rechten geheven op het materiaal dat wordt ingevoerd ten behoeve van het project: de kosten van vervoer, van overslag en van opslag alsmede de bijkomende kosten in het land.

Zij is verantwoordelijk voor de opslag van het materiaal op een veilige plaats, het onderhoud en de verzekering daarvan.

4. Onder voorbehoud van de van kracht zijnde voorschriften op het gebied van de veiligheid, geeft de Volksrepubliek Benin toegang tot alle rapporten, dossiers en andere al dan niet gepubliceerde informatiebronnen die als noodzakelijk worden beschouwd voor de uitvoering van het project.

Artikel VI

Deelneming van de Nederlandse Regering

1. Afgezien van de hier bovenvermelde bijdragen, betaalt de Nederlandse Regering gedurende de looptijd van het project de vervoerskosten en reisvergoedingen voor het onderwijzend personeel alsmede de vervoerskosten en een dagvergoeding voor de dorpsfunctionarissen voor de gezondheidszorg gedurende hun opleiding.

Artikel VII

Faciliteiten, voorrechten en immuniteiten

1. In het kader van dit project zal de Regering van Benin:

a. Alle vergoedingen die door de Nederlandse Regering worden be-

taald aan het door de Nederlandse Regering ter beschikking gestelde personeel, vrijstellen van alle belasting en andere fiscale heffingen;

b. De leden van het personeel vrijstellen van invoer- en douanerechten op nieuw of gebruikt huisraad en op nieuwe of gebruikte persoonlijke bezittingen alsmede op beroepsuitrusting, ingevoerd in Benin binnen zes maanden na hun aankomst of de aankomst van hun gezinsleden, mits deze goederen weer uit Benin worden uitgevoerd bij vertrek of binnen een met de Regering overeen te komen termijn;

c. Maatregelen nemen voor de vrijstelling van invoerrechten bij invoer van een motorvoertuig binnen zes maanden na de eerste aankomst in Benin, met dien verstande dat bij verkoop van een dergelijk voertuig aan een persoon die niet dezelfde voorrechten geniet, het voertuig wordt onderworpen aan de betaling van passende invoerrechten die worden vastgesteld aan de hand van de geschatte waarde van het voertuig op het tijdstip van de verkoop;

d. De leden van het personeel en hun gezinsleden vrijstellen van nationale dienstplicht;

e. Het personeel immuniteit van rechtsvervolging verlenen met betrekking tot enig gesproken of geschreven woord en met betrekking tot enige handeling die door dit personeel is verricht bij de uitoefening van zijn taken;

f. Maatregelen nemen voor de kosteloze afgifte van inreisvisa en werkvergunningen aan het personeel dat door de Nederlandse Regering te werk is of zal worden gesteld voor de uitvoering van dit project;

g. Aan het personeel identiteitspapieren verstrekken waardoor aan dit personeel bij de uitvoering van zijn taken de volledige steun van de autoriteiten van Benin wordt gewaarborgd;

h. Aan het personeel de gunstigste wisselfaciliteiten verlenen voor alle vergoedingen betaald door de Nederlandse autoriteiten, met name rekeningen voor niet-ingezetenen;

i. Aan de leden van het personeel en aan hun gezinsleden repatriëringsfaciliteiten verlenen in tijden van nationale of internationale crisis.

2. De Volksrepubliek Benin vrijwaart de Nederlandse Regering en het Nederlandse personeel van het project voor elke aansprakelijkheid, voortvloeiend uit enig handelen of nalaten van een personeelslid tijdens werkzaamheden vallend onder of uitgevoerd krachtens deze Overeenkomst, dat de dood of het lichamelijk letsel van derden of schade aan eigendom van derden heeft veroorzaakt, en ziet af van het doen van enige vordering of van het instellen van een procedure wegens niet contractuele wettelijke aansprakelijkheid, tenzij deze aansprakelijkheid het gevolg is van opzettelijk onjuist optreden of grove nalatigheid van een personeelslid.

Artikel VIII

Toepassingsmodaliteiten

1. De autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen een werkplan op, vermeldende de bijdragen van iedere Partij, de taken van het personeel, de omschrijving van de uitrusting die, en van het materiaal dat ter beschikking moet worden gesteld. Het werkplan kan in gemeenschappelijk overleg tussen de uitvoerende autoriteiten worden gewijzigd.

De Nederlandse uitvoerende autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

De uitvoerende autoriteit van Benin is het Ministerie van Volksgezondheid.

2. Een uitvoerig werkprogramma van het project zal worden opgesteld door de verantwoordelijke personen die door hun onderscheiden Regeringen zullen worden aangewezen, en zal ter goedkeuring worden voorgelegd aan de evaluatiecommissie.

Artikel IX

Slotbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum waarop beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat is voldaan aan de door de grondwetten van beide landen vereiste procedures, en wel met terugwerkende kracht vanaf 27 november 1978.

2. Deze Overeenkomst blijft aanvankelijk van kracht voor een periode van 12 maanden en wordt stilzwijgend verlengd voor een periode van 12 maanden. Iedere Regering heeft evenwel het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met een opzeggingstermijn van drie maanden.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst alleen van toepassing op het Rijk in Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben getekend.

GEDAAN te Cotonou, op 13 februari 1981. In twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van
het Koninkrijk der
Nederlanden,*

(w.g.) A. E. MOSES

Eerste Ambassade­secretaris

*Voor de Regering van de
Volksrepubliek Benin,*

(w.g.) P. KPOFFON

Minister van Volksgezondheid

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel IX, eerste lid, in werking treden, met terugwerkende kracht vanaf 27 november 1978, op de datum waarop beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat is voldaan aan de door de grondwetten van beide landen vereiste procedures.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal deze Overeenkomst ingevolge artikel IX, derde lid, alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

De Wereldgezondheidsorganisatie, welke Organisatie in artikel IV van de onderhavige Overeenkomst wordt genoemd, is opgericht bij het op 22 juli 1946 te New York tot stand gekomen Statuut van de Wereldgezondheidsorganisatie. De Engelse en de Franse tekst, alsmede de vertaling in het Nederlands zijn bekendgemaakt bij Koninklijk besluit van 10 mei 1948 in *Stb.* I 182; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1979, 54.

Uitgegeven de vierentwintigste juni 1981.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW